



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 54.520/4
du 11 décembre 2013

advies 54.520/4
van 11 december 2013

sur

over

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'modifiant
l'arrêté du 29 mars 2007 relatif
aux services de taxis et aux
services de location de voitures
avec chauffeur'

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'tot wijziging van het
besluit van 29 maart 2007
betreffende de taxidiensten en
de diensten voor het verhuren
van voertuigen met chauffeur'

Le 19 novembre 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Travaux Publics et des Transports, de l'Informatique régionale et communale et du Port de Bruxelles, à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'modifiant l'arrêté du 29 mars 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 11 décembre 2013. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 11 décembre 2013.

*

Op 19 november 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Openbare Werken, Vervoer, Gewestelijke en gemeentelijke informatica en de Haven van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot wijziging van het besluit van 29 maart 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 11 december 2013. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 11 december 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

FORMALITÉS PRÉALABLES

L'accord du Ministre du Budget ne figure pas dans le dossier joint à la demande d'avis. Il revient à l'auteur du projet de veiller à l'accomplissement de cette formalité préalable.

FONDEMENT JURIDIQUE

L'article 28 de l'ordonnance du 27 avril 1995 'relative aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur', est mentionné l'alinéa 1^{er} du préambule, au titre de fondement légal du projet. Cet article dispose :

« Art. 28. Le Gouvernement arrête le règlement général relatif à l'exploitation des services de taxis et des services de location de voitures avec chauffeur.

Ce règlement comprend notamment des dispositions relatives aux obligations et à la surveillance des chauffeurs.

Le Gouvernement arrête également les dispositions relatives aux véhicules exploités comme taxis ou comme voitures de location avec chauffeur en consacrant au moins l'application des principes suivants :

1^o les véhicules exploités comme taxis ne peuvent avoir une ancienneté de plus de sept ans à compter de la première mise en circulation telle qu'elle est indiquée sur le certificat d'immatriculation ;

2^o les véhicules affectés par un exploitant à un service de taxis doivent avoir la couleur imposée par arrêté du Gouvernement ou revêtir la livrée dont les caractéristiques sont fixées par arrêté du Gouvernement pour permettre une reconnaissance aisée et rapide dans la circulation des véhicules exploités comme taxis ;

3^o les véhicules affectés pour la première fois par un exploitant à un service de taxis doivent être équipés de moteurs dont les émissions respectent les normes de droit européen directement applicables, ainsi que les normes arrêtées par l'autorité fédérale compétente en la matière ».

L'article 28 de l'ordonnance du 27 avril 1995 sera toutefois abrogé à la date du 1^{er} février 2014 ¹.

¹ Voir l'article 7 de l'ordonnance du 21 novembre 2013 'modifiant l'ordonnance du 27 avril 1995 relative aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur', publiée au *Moniteur belge* du

Actuellement, le projet examiné trouve également son fondement légal dans l'article 6, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 21 novembre 2013.

À l'avenir, le projet examiné trouvera son fondement légal dans l'article 6bis de l'ordonnance du 27 avril 1995, inséré par l'ordonnance modificative du 21 novembre 2013.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

Alinéa 1^{er}

Conformément à l'observation générale relative au fondement juridique, il convient de mentionner également l'article 6bis, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 27 avril 1995.

Alinéas 3 et 4 nouveaux

Il y a lieu de viser dans des alinéas 3 et 4 nouveaux, l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 mai 2008 'fixant le montant ainsi que le délai et les modalités de paiement des amendes administratives en application de l'ordonnance du 27 avril 1995 relative aux services de taxis et aux services de location de voiture avec chauffeur', que le projet modifie, et l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 mars 2011 'relatif à la reconnaissance de la formation professionnelle individuelle en entreprise en vue de l'obtention d'un certificat de capacité de chauffeur de taxi dans la Région de Bruxelles-Capitale', que l'article du 12 du projet abroge ².

Alinéa 3 (devenant l'alinéa 5)

L'avis du comité consultatif régional créé par l'article 34 de l'ordonnance du 27 avril 1995 ne constitue pas une formalité obligatoire mais facultative, de sorte que le visa auquel est consacré l'alinéa 3 sera omis et remplacé par un considérant précédant la mention du ministre proposant ³.

3 décembre 2013, 2^e édition, et dont l'article 9 dispose qu'elle entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 29 et 30.

³ Voir l'avis 49.228/4 donné le 28 février 2011 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 mars 2011 'relatif à la reconnaissance de la formation professionnelle individuelle en entreprise en vue de l'obtention d'un certificat de capacité de chauffeur de taxi dans la Région de Bruxelles-Capitale'.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Dans la phrase liminaire, les mots « du même arrêté » seront remplacés par l'intitulé complet de l'arrêté modifié ⁴.

Article 5

1. L'article 17, § 3, en projet de l'arrêté du Gouvernement du 29 mars 2007 comporte un alinéa en plus dans sa version française que dans sa version néerlandaise, cette dernière fusionnant les alinéas 2 et 3 de la première.

Cette discordance, qui se répercute aux articles 10 et 11, doit être corrigée.

2. À l'article 17, § 1^{er}, alinéa 4, en projet, le texte français est mal rédigé et sera réécrit.

3. Au même article, au paragraphe 6, la disposition en projet impose la production des « fiches de salaire afférentes à toute la période de sa formation pratique visée au paragraphe 5, alinéa 1^{er} ».

La section de législation se demande comment cela sera possible si l'intéressé a travaillé comme indépendant comme cela lui est permis en vertu du paragraphe 5, alinéa 1^{er}, du même article.

Comme la section de législation l'a rappelé à de nombreuses reprises dans des cas similaires, en ce qu'elle impose la transmission systématique des fiches de salaire des travailleurs salariés, une telle exigence est disproportionnée aux finalités qu'elle poursuit.

Elle porte atteinte à la vie privée des personnes concernées. En effet, elle contraint l'intéressé à révéler divers éléments des relations individuelles de travail ou de la vie privée du travailleur alors que des mesures moins excessives permettent d'arriver aux buts poursuivis par la disposition à l'examen ⁵.

Article 6

L'obligation de motiver formellement les décisions d'exclusion prises en application de l'article 18, §§ 2 et 5, alinéa 2, en projet, de l'arrêté du Gouvernement du 27 mars 2007, résulte déjà de la loi du 29 juillet 1991 'relative à la motivation formelle des actes administratifs'.

⁴ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 112.

⁵ Voir l'avis 34.655/4 donné le 8 avril 2003 sur un avant-projet de décret wallon 'relatif à l'insertion sociale' (*Doc. parl.*, Parl. wall., 2002-2003, n° 515/1 pp.18 à 22).

La disposition examinée doit être revue sur ce point.

Article 9

À l'alinéa 2, il y a lieu de préciser qu'il s'agit de la section 2 du chapitre II du titre II du même arrêté.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

De akkoordbevinding van de minister van Begroting bevindt zich niet in het dossier dat bij de adviesaanvraag is gevoegd. De steller van het ontwerp moet erop toezien dat dit voorafgaand vormvereiste wordt vervuld.

RECHTSGROND

In het eerste lid van de aanhef wordt als rechtsgrond van het ontwerp artikel 28 vermeld van de ordonnantie van 27 april 1995 ‘betreffende de taxidiensten en diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur’. Dat artikel luidt als volgt:

“Art. 28. De Regering stelt het algemeen reglement vast inzake exploitatie van taxidiensten en diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur.

Dit reglement omvat onder andere bepalingen betreffende de verplichting van en het toezicht op de chauffeurs.

De Regering legt ook de bepalingen vast betreffende de voertuigen die als taxi's of als huurwagens met chauffeur worden geëxploiteerd, door minstens de toepassing van de volgende principes te bevestigen:

1° de voertuigen die als taxi worden geëxploiteerd mogen niet ouder dan zeven jaar zijn. Hierbij wordt geteld vanaf de eerste ingebruikname zoals op het inschrijvingsbewijs vermeldt wordt;

2° de voertuigen die door een exploitant worden aangewend voor een taxidienst moeten de bij besluit van de Regering vastgestelde kleur hebben of moeten de bij besluit van de Regering vastgestelde kenmerken hebben opdat de als taxi's geëxploiteerde voertuigen makkelijk en vlug in het verkeer herkenbaar zouden zijn;

3° de voertuigen die door een exploitant voor de eerste keer aan een taxidienst worden toegewezen moeten uitgerust zijn met motoren waarvan de uitstoot de Europese normen respecteert die dadelijk van toepassing zijn, evenals de normen goedgekeurd door de federale overheid die bevoegd is voor deze materie”.

Artikel 28 van de ordonnantie van 27 april 1995 wordt evenwel opgeheven per 1 februari 2014.¹

Het voorliggende ontwerp vindt thans ook rechtsgrond in artikel 6, eerste lid, van de ordonnantie van 21 november 2013.

In de toekomst zal het voorliggende ontwerp zijn rechtsgrond putten uit artikel 6bis van de ordonnantie van 27 april 1995, ingevoegd bij de wijzigingsordonnantie van 21 november 2013.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

Eerste lid

Overeenkomstig de algemene opmerking betreffende de rechtsgrond, moet ook artikel 6bis, eerste lid, van de ordonnantie van 27 april 1995 worden vermeld.

Nieuw derde en vierde lid

In een nieuw derde en vierde lid moet worden verwezen naar het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 mei 2008 ‘tot vaststelling van het bedrag, alsook van de termijn en de nadere voorschriften voor betaling van de administratieve geldboetes met toepassing van de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur’, dat bij het ontwerp wordt gewijzigd, en naar het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 maart 2011 ‘betreffende de erkenning van de individuele beroepsopleiding van taxichauffeurs in de onderneming met als doel het bekomen van een bekwaamheidscertificaat voor taxichauffeur in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’, dat bij artikel 12 van het ontwerp wordt opgeheven.²

Derde lid (dat het vijfde lid wordt)

Het advies van het regionaal comité van advies, dat opgericht is bij artikel 34 van de ordonnantie van 27 april 1995, vormt geen verplicht maar een facultatief vormvereiste, zodat de aanhefverwijzing die in het derde lid vervat is, dient te vervallen en ze moet worden

¹ Zie artikel 7 van de ordonnantie van 21 november 2013 ‘tot wijziging van de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur’, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 3 december 2013, tweede editie. Die ordonnantie treedt luidens artikel 9 ervan in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

² *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 29 en 30.

vervangen door een overweging die voorafgaat aan de vermelding van de voordragende minister.³

DISPOSITIEF

Artikel 1

In de inleidende zin moeten de woorden “van hetzelfde besluit” worden vervangen door het volledige opschrift van het gewijzigde besluit.⁴

Artikel 5

1. De Franse tekst van het ontworpen artikel 17, § 3, van het besluit van de Regering van 29 maart 2007 telt een lid meer dan de Nederlandse tekst; het tweede en derde lid van de Franse tekst stemmen overeen met het tweede lid van de Nederlandse tekst.

Dat gebrek aan overeenstemming, dat gevolgen heeft voor de artikelen 10 en 11, moet worden rechtgezet.

2. De Franse tekst van het ontworpen artikel 17, § 1, vierde lid, is slecht geredigeerd en moet worden herschreven.

3. In hetzelfde artikel schrijft paragraaf 6 van de ontworpen bepaling voor dat de betrokkene zijn “loonfiches met betrekking tot de volledige periode van zijn praktische opleiding bedoeld in § 5, lid 1” moet overleggen.

De afdeling Wetgeving vraagt zich af hoe dat mogelijk zal zijn indien de betrokkene als zelfstandige heeft gewerkt, aangezien zulks hem krachtens paragraaf 5, eerste lid, van hetzelfde artikel is toegestaan.

Zoals de afdeling Wetgeving in soortgelijke gevallen meermalen heeft opgemerkt, is dat voorschrift, doordat het de verplichting inhoudt de loonfiches van de werknemers systematisch over te zenden, overdreven ten opzicht van de nagestreefde doelstellingen.

Het houdt een schending in van de persoonlijke levenssfeer van de betrokken personen. Het dwingt de betrokkene er immers toe verschillende gegevens uit de persoonlijke

³ Zie advies 49.228/4, op 28 februari 2011 gegeven over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 maart 2011 ‘betreffende de erkenning van de individuele beroepsopleiding van taxichauffeurs in de onderneming met als doel het bekomen van een bekwaamheidscertificaat voor taxichauffeur in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’.

⁴ *Beginnelen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 112.

arbeidsverhouding of uit het privéleven van de werknemer te onthullen, terwijl minder ingrijpende maatregelen volstaan om het doel te bereiken dat de voorliggende bepaling beoogt.⁵

Artikel 6

De verplichting om beslissingen tot uitsluiting, genomen met toepassing van het ontworpen artikel 18, §§ 2 en 5, tweede lid, uitdrukkelijk te motiveren, vloeit reeds voort uit de wet van 29 juli 1991 'betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen'.

De voorliggende bepaling moet op dat punt worden herzien.

Artikel 9

In het tweede lid moet worden aangegeven dat het gaat om afdeling 2 van hoofdstuk II van titel II van hetzelfde besluit.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Pierre LIÉNARDY

⁵ Zie advies 34.655/4, op 8 april 2003 gegeven over een voorontwerp van Waals decreet 'relatif à l'insertion sociale' (Parl.St. W.Parl. 2002-03, nr. 515/1, 18-22).